



RENAISSANCE
INDUSTRIELLE.fr

L'INDUSTRIE EN MOUVEMENT

Les 4 « super indicateurs » de l'industrie en France



236 Mds€

en 2024

Valeur ajoutée
de l'industrie
manufacturière
en volume (en
euros de 2020)

2023 : 231 Mds €



2,85 millions

en 2024

Nombre d'emplois
dans l'industrie
manufacturière

2023 : 2,85 millions

L'ESSENTIEL



-79 Mds€

en 2024

Balance commerciale
en biens

2023 : -98,8 Mds €



54,4 Mds€

en 2024

Investissements de
l'industrie manufacturière en
volume (en euros de 2020)

2023 : 55,6 Mds €



L'INDUSTRIE

EN MOUVEMENT !

L'industrie française connaît une profonde transformation. Portée par la volonté collective de renforcer la souveraineté économique, la compétitivité, d'accélérer la transition écologique et de recréer des emplois qualifiés sur tout le territoire, elle redevient un pilier de notre société et un levier essentiel de notre résilience.

Cette troisième édition du Baromètre de l'industrie dresse un état des lieux précis du tissu productif français et européen. Fruit d'une collaboration entre institutions publiques, entreprises et experts, elle propose une analyse claire et partagée des mutations en cours.

Dans un contexte de tensions géopolitiques, de décarbonation accélérée et de recomposition des chaînes de valeur, ce baromètre met en lumière les dynamiques à l'œuvre et les réussites concrètes qui nourrissent la réindustrialisation du pays. Il offre une lecture systémique des transformations en cours.

Outil de référence, il contribue à construire une vision commune de l'avenir industriel, fondée sur la durabilité, la résilience et l'ancrage territorial. Année après année, cette publication traduit un engagement partagé : placer l'industrie au cœur des politiques publiques et des stratégies d'avenir de la France et de l'Europe.

Olivier Sichel

Directeur général du Groupe
Caisse des Dépôts

Nicolas Dufourcq

Directeur général de la Banque
publique d'investissement - Bpifrance

Marie-Cécile Tardieu

Directrice générale déléguée
de Business France

Olivier Mousson

Président de la Société
d'Encouragement pour l'Industrie
Nationale - SEIN

Alexandre Saubot

Président de France Industrie

L'industrie française en Europe et dans le monde

01

| | | | |
|---|----|---|----|
| Les chiffres clés..... | 7 | La révolution de l'intelligence artificielle | 13 |
| La nouvelle géographie industrielle | 8 | Les leviers de financement européens..... | 14 |
| Des mutations mondiales..... | 9 | Rapports Draghi – Letta | 15 |
| Un nouveau « choc chinois »..... | 10 | Un point d'inflexion sur l'investissement.... | 16 |
| Le retour du protectionnisme ? | 11 | <i>Témoignage de Bruno Grandjean,</i> | |
| L'attractivité de la R&D française..... | 12 | <i>Directeur Général de Redex</i> | 17 |

La renaissance industrielle française

02

| | | | |
|---|----|--------------------------------------|----|
| Les chiffres clés..... | 19 | <i>Témoignage de Sabine Tertre,</i> | |
| La volonté d'un renouveau industriel..... | 20 | <i>Présidente d'Air Support.....</i> | 26 |
| La réindustrialisation sur pause ? | 21 | Des points forts à l'export..... | 28 |
| Sites industriels : risque de rechute ? | 22 | Focus sur le secteur | |
| Un arrêt de la désindustrialisation ? | 24 | de la défense (BITD) | 29 |
| Une nouvelle menace sur l'emploi ? | 25 | | |

Les conditions de la renaissance industrielle

03

| | | | |
|---|----|---|----|
| Les chiffres clés..... | 31 | Miser sur la qualité | 37 |
| Les conditions d'une réindustrialisation | | Le défi du foncier | 38 |
| pérenne | 32 | La pression des prix de l'énergie | 40 |
| Le travail qualifié trop pénalisé ? | 34 | Faire de la transition un levier | |
| <i>Témoignage de Thibaut Guilluy,</i> | | de réindustrialisation | 42 |
| <i>Directeur Général de France travail.....</i> | 35 | | |
| Un handicap structurel | 36 | | |

| | |
|---|----|
| Pour un engagement industriel fort | 46 |
| Programmes d'aides dédiés au soutien de l'industrie en France | 49 |



L'INDUSTRIE

Par
Anaïs Voy-Gillis

À LA CROISÉE DES

CHEMINS !

Directrice du programme Renaissance Industrielle - Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale

2 024 aura été une année de contraste pour l'industrie française. Après deux années de fort rebond, les signaux sont plus hésitants : projets ralentis, coûts de production élevés, demande en repli, incertitudes énergétiques et géopolitiques pesant sur l'investissement. Beaucoup d'industriels ont tenu bon, mais parfois au prix d'efforts considérables.

Si certains facteurs restent positifs, la dynamique globale marque un net ralentissement. Après des années favorables, plusieurs indicateurs confirment un tassement du mouvement de réindustrialisation. Ces signaux d'alerte rappellent que l'élan ne peut reposer sur le seul enthousiasme.

Pourtant, ce n'est pas le moment de relâcher l'effort. Derrière ces chiffres en demi-teinte, l'industrie française continue d'avancer : décarbonation des procédés, relocalisations ciblées, coopérations territoriales, innovations technologiques. Partout, des équipes inventent,

adaptent, forment et construisent une industrie plus résiliente. Ce mouvement, souvent discret, repose sur une conviction forte : faire de l'industrie française un modèle de résilience, de savoir-faire et de coopération.

Cette troisième édition du Baromètre de l'industrie se veut un phare dans cette période d'incertitude : elle identifie les zones de fragilité, éclaire les réussites, accompagne la réflexion et stimule l'action. Car au-delà des résultats, c'est une ambition que nous portons : faire de l'industrie française non seulement une réponse aux défis de demain, mais un modèle de résilience, de savoir-faire et de coopération.

Oui, l'année 2024 impose de la vigilance, mais non pas le renoncement. Ensemble, poursuivons cet effort, pour que l'industrie reste un vecteur de croissance, d'innovation et de fierté nationale.



L'INDUSTRIE FRANÇAISE

EN EUROPE

ET DANS LE MONDE

01



LES CHIFFRES CLÉS

Pour la 6^{ème} année consécutive, la France reste première en Europe pour l'accueil d'investissements étrangers d'implantation ou d'extension de sites de production, avec 415 projets recensés en 2024.

1^{ère} place
en Europe

1 250
milliards d'€

Avec un chiffre d'affaires industriel de 1 250 milliards d'euros, la France se classe au deuxième rang des industries européennes, ex aequo avec l'Italie, chacune représentant 12,5 % de la production de l'Union. Elle se situe derrière l'Allemagne (25 %), mais devant l'Espagne (7 %), la Pologne (5 %) et les Pays-Bas (5 %).

Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est un atout stratégique pour la compétitivité française. En réduisant de 25 à 30 % le coût moyen d'un chercheur, il soutient directement l'industrie manufacturière, moteur de la R&D privée, et contribue à renforcer l'attractivité du pays.

-30 %

-50
milliards d'€

La Chine est désormais le principal pays à l'origine du déficit commercial français : avec un solde négatif de 50 milliards d'euros, les échanges avec elle concentrent à eux seuls près de 60 % du déficit total de la France.

Les États-Unis appliquent des droits de douane sur les importations françaises avec un taux apparent supérieur à 15 %. En tenant compte des exemptions, le taux effectif moyen ressort à 8 %.

8 %



LA NOUVELLE

GÉOGRAPHIE

INDUSTRIELLE

Pour en comprendre pleinement les évolutions, l'industrie française doit être analysée dans un cadre européen et mondial, d'autant plus dans un contexte marqué par la guerre commerciale américaine et les menaces croissantes de la Chine sur l'industrie européenne.

Après la première vague de désindustrialisation liée à l'entrée de la Chine dans l'OMC, en 2001, l'industrie européenne, et particulièrement française, est confrontée à un nouveau choc chinois. La Chine combine une politique industrielle ambitieuse, un dumping parfois débridé qui engendre des surcapacités massives et tire les prix à la baisse, ainsi qu'une montée en gamme rapide et une maîtrise croissante des chaînes de valeur, de l'amont à l'aval. Positionnée désormais sur des segments à forte valeur ajoutée comme l'automobile, la chimie ou les machines, elle devient un concurrent majeur. Parallèlement, les États-Unis fragilisent le cadre multilatéral en multipliant les droits de douane, y compris vis-à-vis

de leurs alliés. Face à ces chocs, les réponses nationales sont contrastées : l'Allemagne engage un réarmement productif ambitieux, tandis que la France peine encore à déployer une stratégie industrielle cohérente et ambitieuse.

1 250

Mds €
de chiffre
d'affaires HT
(Insee)

3ÈME

exportateur
européen
(Eurostat)

8ÈME

industrie
mondiale
(Banque mondiale)

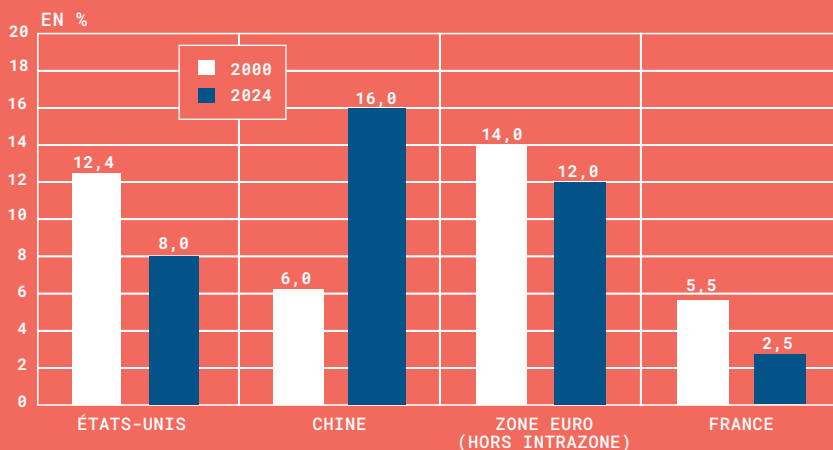
27 725

entreprises
industrielles
(Insee)

DES MUTATIONS

MONDIALES

Évolution des parts de marché à l'exportation 2000 vs 2024



SOURCES : BANQUE MONDIALE, CALCULS REXECODE / PÉRIMÈTRE : INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

En trois décennies, l'industrie mondiale a été profondément remodelée. Les pays développés ont progressivement perdu du terrain au profit des économies émergentes, et surtout de la Chine. Depuis son entrée à l'OMC en 2001, grâce à ses coûts bas, sa montée rapide en gamme et sa politique industrielle volontariste, la part de la Chine dans la production manufacturière mondiale est passée de 5 % en 2000 à 30 % aujourd'hui. En parallèle, la zone euro et les États-Unis sont passés chacun de 25 % à 15 %.

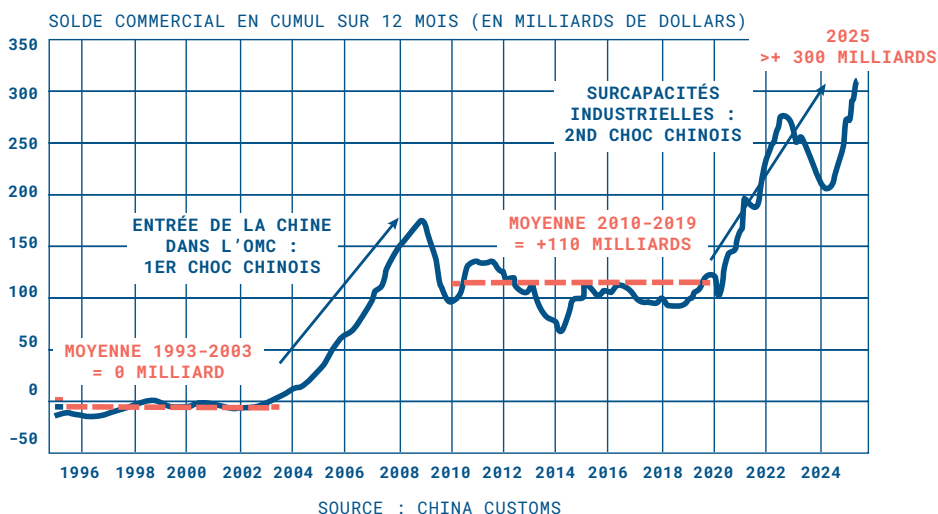
Cette mutation se retrouve dans les parts de marché à l'export : la Chine est passée de 6 % en 2000 à 16 % en 2024, tandis que les États-Unis ont chuté de 12,4 % à 8 %. La zone euro, plus stable, recule légèrement de 14 % à 12 %, mais reste sous pression face à une Chine désormais dominante sur 15 % des 5000 lignes de produits recensés, où elle détient plus de 50 % du marché mondial. La France a vu sa part de marché à l'export dans le monde être divisée par plus de deux, passant de 5,5 % en 2000 à 2,5 % en 2024.



UN NOUVEAU

« CHOC CHINOIS »

Chine : solde commercial avec l'Europe



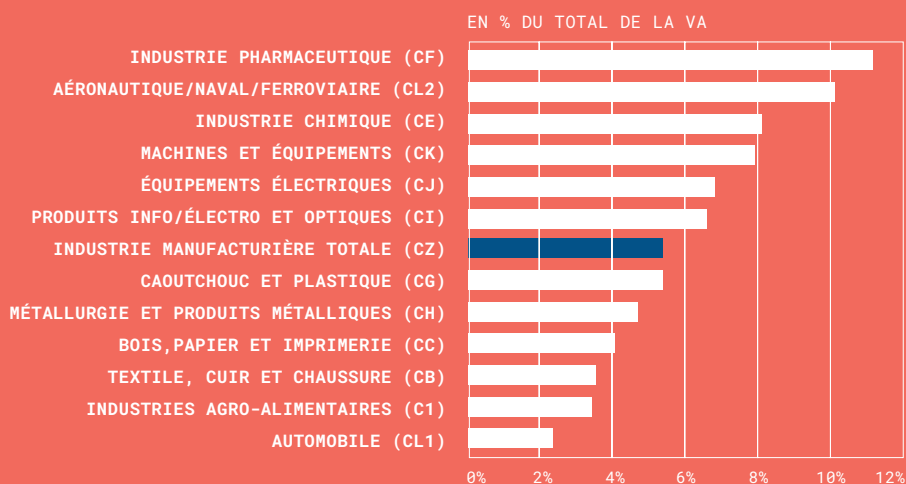
Du fait du durcissement de ses relations avec les États-Unis, la Chine renforce sa présence en Europe pour écouler sa production de masse. Le déficit commercial européen vis-à-vis de la Chine atteint un record de 300 milliards d'euros à mi-2025, contre 110 milliards en moyenne entre 2010 et 2019. Après un premier « choc chinois » au début des années 2000 suite à son entrée dans l'OMC, reposant sur un triptyque de produits (électroménager, meubles, vêtements), un second choc émerge depuis le Covid autour d'un nouveau triptyque (véhi-

cules électriques, batteries et panneaux solaires). L'Europe souffre d'un écart de compétitivité croissant : les prix à la production ont bondi de 30 % depuis le Covid, contre une stabilité en Chine. Les pratiques de dumping en Chine (subventions, crédits bonifiés, injection de fonds propres) accentuent le phénomène. À cela s'ajoute une domination croissante sur les technologies de rupture (tant sur le plan des publications scientifiques que sur les dépôts de brevets) et sur les terres rares (extraction et raffinage).

LE RETOUR

DU PROTECTIONNISME ?

France : part de la valeur ajoutée manufacturière
ayant les États-Unis comme client final



SOURCE : OCDE, BASE TIVA (ÉCHANGES EN VALEUR AJOUTÉE), CALCULS REXECODE

Dans un contexte de montée des tensions commerciales et de hausse généralisée des droits de douane imposés par les États-Unis, l'industrie française présente un double visage. Globalement, la France fait preuve d'une certaine résilience : seulement 5,4 % de sa valeur ajoutée manufacturière est destinée à la demande finale américaine, un niveau inférieur à celui de l'Allemagne (7,0 %), de l'Italie (6,8 %) ou du Royaume-Uni

(6,6 %). Le choc d'un durcissement tarifaire y serait donc plus limité. Mais cette moyenne masque une forte vulnérabilité sectorielle : les industries pharmaceutiques, chimiques, cosmétiques, les machines et équipements, dépendent davantage du marché américain. L'aéronautique, bien qu'exposée, bénéficie toutefois d'exemptions tarifaires atténuant cet impact.

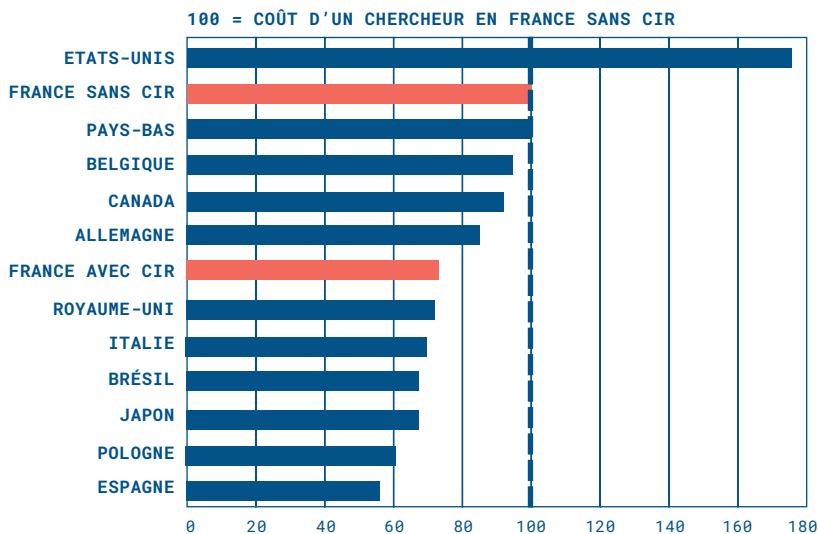


L'ATTRACTIVITÉ

DE LA R&D FRANÇAISE

Coût d'un chercheur en 2024

(avec et sans CIR pour la France)



SOURCE : ANRT, FRANCE INDUSTRIE

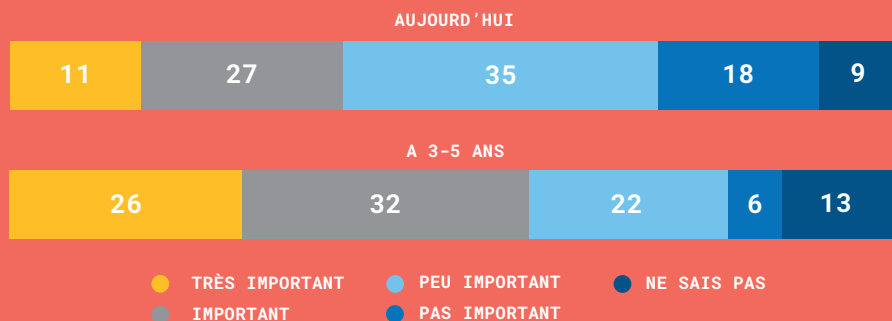
Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) constitue l'un des piliers du soutien public à la R&D privée en France, représentant près de 8 milliards d'euros en 2024. Ce dispositif réduit d'environ 25 à 30 % le coût moyen d'un chercheur, repositionnant ainsi la France dans la moyenne européenne en matière de compétitivité scientifique. L'industrie manufacturière bénéficie du CIR à hauteur de 4 milliards d'euros en 2024,

en cohérence avec ses dépenses de R&D qui atteignent 26 milliards d'euros, faisant d'elle le principal secteur privé de la recherche en France. Selon le EU Industrial R&D Investment Scoreboard 2024, la France figure parmi les trois premiers pays européens pour la R&D, et d'après Ernst & Young (EY), elle est la première destination des investissements étrangers en la matière.

LA RÉVOLUTION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'importance de l'IA pour la pérennité de l'entreprise selon le dirigeant

(en % du nombre de répondants, ensemble des répondants, 1209 dirigeants)



SOURCE : BPIFRANCE

L'adoption de l'intelligence artificielle (IA) par les entreprises françaises reste émergente mais progresse, portée par une dynamique européenne. Selon Bpifrance, 58 % des dirigeants jugent l'IA vitale à 3 à 5 ans, pourtant 57 % n'ont pas de stratégie, limitant son usage à l'optimisation (94 %) plutôt qu'à la transformation. En 2024, seules 10 % des entreprises françaises utilisent l'IA, contre 13 % dans l'UE

malgré des progrès signalés par la Direction Générale des Entreprises (DGE). Pourtant, la France dispose de l'écosystème d'intelligence artificielle le plus dynamique d'Europe. Le sommet IA 2025 en a été l'illustration, avec l'annonce de plus de 100 milliards d'euros d'investissements. Ce dynamisme représente un levier majeur pour renforcer la compétitivité de l'industrie française.

LES LEVIERS

DE FINANCEMENT

L'Union européenne a mis en place plusieurs mécanismes pour soutenir un développement industriel conforme à ses grandes priorités.

- **Les Projets Importants d'Intérêt Européen Commun (PIIEC)** permettent aux États membres de collaborer sur des initiatives industrielles majeures, telles que la production de batteries ou l'hydrogène décarboné.

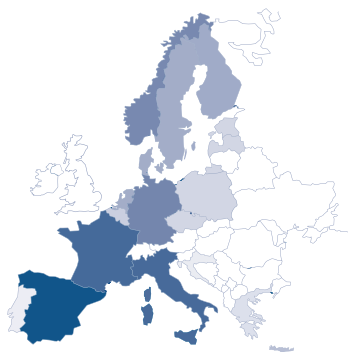
- **Le Fonds pour l'innovation**, soutient financièrement des projets innovants qui visent à réduire les émissions de gaz à

effet de serre dans des secteurs industriels clés.

- **Le programme Horizon Europe** finance la recherche et l'innovation à grande échelle, encourageant les entreprises et les institutions de recherche à développer de nouvelles technologies et solutions industrielles.

- **Le Net-Zero Industry Act (NZIA)** vise à faciliter le développement et le déploiement de technologies vertes, afin de rendre l'industrie européenne durable, résiliente, et autonome stratégiquement.

Les projets industriels financés par le fonds européen pour l'innovation



Concentration des projets

SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE,
PORTFOLIO DES PROJETS SIGNÉS

| | UE | FRANCE |
|-------------------------------|---|---|
| NOMBRE DE PROJETS | 214 | 26 |
| NOMBRE DE PARTICIPANTS | 472 | 59 |
| CONTRIBUTION UE | 12,15 milliards d'euros | 1,14 milliards d'euros |
| SECTEURS LES PLUS REPRÉSENTÉS | Hydrogène, Chimie, Ciment et chaux, raffinage, énergies renouvelables | Ciment et chaux, stockage de l'énergie, énergies renouvelables, Chimie, hydrogène |

RAPPORTS

DRAGHI – LETTA

Un an après leurs publications, les rapports Draghi et Letta sont sur toutes les tables de chevet, mais seulement 10 % des mesures suggérées ont commencé à être déployées. Le marché de l'énergie européen n'a toujours pas fait l'objet de réforme et l'absence manifeste d'union des marchés des capitaux rend impossible à ce stade la mobilisation des 750 à 800 milliards d'euros supplémentaires nécessaires recommandés. Pourtant, ces deux rapports fournissent un mode d'emploi clair pour renforcer la compétitivité de l'industrie française et européenne face aux géants mondiaux.

Le rapport Draghi insiste sur la nécessité d'investir massivement dans les technologies vertes et numériques, pointant un déficit d'investissement significatif par rapport aux États-Unis et à la Chine. Il met en lumière des fragmentations réglementaires et des barrières au sein du marché unique qui freinent l'innovation et la croissance des entreprises européennes. Parallèlement, le rapport Letta se concentre sur l'approfondis-

sement du marché unique, identifiant des lacunes dans la libre circulation des services, des capitaux et de l'énergie, ce qui désavantage l'Europe en termes d'économies d'échelle et de puissance d'investissement.

Les deux rapports recommandent une harmonisation réglementaire accrue, une politique industrielle européenne plus ambitieuse, un renforcement des capacités de financement, notamment par l'union des marchés de capitaux.

Pour l'industrie française, cela signifie une opportunité de moderniser ses infrastructures, d'innover davantage et de s'intégrer plus profondément dans les chaînes de valeur européennes, mais aussi un défi à surmonter les rigidités structurelles et à accélérer les investissements stratégiques pour ne pas être distancée.



Pour aller plus loin :
rapport Mario Draghi

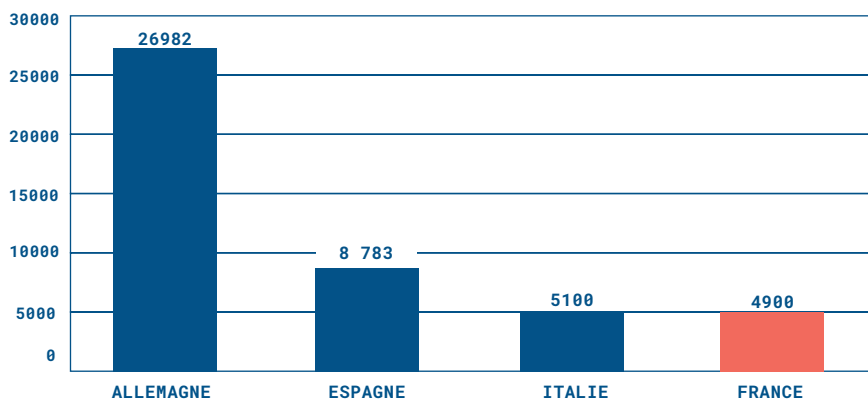


Pour aller plus loin :
rapport Enrico Letta



UN POINT D'INFLEXION SUR L'INVESTISSEMENT

Europe : nombre de robots industriels installés en 2024



SOURCE : INTERNATIONAL FEDERATION ROBOTICS

Les signes de réindustrialisation en France se sont traduits par un regain de l'investissement manufacturier : après une stagnation entre 2000 et 2016, il a augmenté de plus de 15 % entre 2016 et 2023, soutenu par la politique de l'offre. Cependant, une inflexion à la baisse est apparue en 2024 et se poursuit en 2025, portée par un contexte d'incertitudes internationale et nationale, ainsi qu'une concurrence accrue pesant sur les perspectives d'activité.

Un segment clé, la robotisation, montre des signaux inquiétants : la France n'a installé que 4 900 robots en 2024 (-24 % par rapport à 2023), soit presque autant que l'Italie mais très en deçà de l'Espagne et surtout de l'Allemagne. L'industrie française souffre d'un retard en robotisation et automatisation, alors même que le vieillissement de la population, les difficultés de recrutement et le coût élevé de la main-d'œuvre rendent les investissements en capital essentiels pour renforcer sa compétitivité.

L'investissement productif, moteur du renouveau industriel français



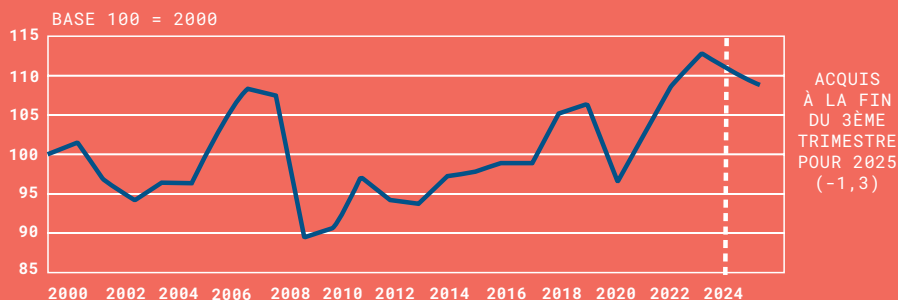
Bruno Grandjean

PDG de Redex
(ETI d'équipements
industriels)

« L'industrie repose sur l'alliance des équipements, des technologies, des compétences humaines, de l'innovation et du savoir-faire organisationnel. Dans un contexte mondialisé marqué par une accélération rapide de l'innovation, ainsi que par les révolutions énergétique et numérique, le système productif français doit s'adapter comme jamais auparavant :

s'adapter ou disparaître. Tirer parti des innovations dans les moyens de production — robotisation, numérisation, traçabilité, assistance aux opérateurs ou nouvelles technologies — est essentiel pour préserver la compétitivité. Conscients de cet enjeu, les industriels français ont accru leurs investissements au cours des dix dernières années, mais cette dynamique s'est inversée en 2024. Relancer cet effort est urgent pour maintenir l'industrie, les emplois qualifiés et la souveraineté nationale. À l'international, les États-Unis (Inflation Reduction Act), l'Italie (hyper-amortissement) et l'Allemagne (plan Merz) soutiennent activement la modernisation de leurs usines. Dans le contexte d'incertitudes politiques françaises, une mesure ciblée comme un suramortissement de l'investissement enverrait un signal fort : l'industrie reste une priorité nationale.

Investissement en volume réalisé par les entreprises manufacturières



SOURCE : INSEE, CALCULS REXECODE



LA RENAISSANCE

INDUSTRIELLE FRANÇAISE

02



LES CHIFFRES CLÉS

L'industrie manufacturière française représente 9,6 % du PIB en 2024. Le poids de l'industrie est en léger recul par rapport à 2023 (9,8 %) et inférieur à son niveau d'avant crise Covid (9,9 % en 2019).

9,6%

**2,83
milliards**

En 2024, les start-ups industrielles françaises ont levé 2,83 milliards d'euros, représentent 36% des fonds levés par la French Tech. Cela porte le total des financements cumulés sur la période 2022-2024 à plus de 10 milliards d'euros pour les start-ups industrielles.

Un emploi sur deux dans l'industrie se situe dans une commune de moins de 50 000 habitants. Au-delà de sa seule contribution économique, l'industrie joue un rôle clé dans la cohésion des territoires.

1/2

44%

En 2024, 44 % des décisions d'investissements étrangers ont concerné le secteur industriel, soulignant l'importance de l'attractivité de la France dans ce domaine. Les principaux secteurs ciblés restent la santé, l'automobile et l'agroalimentaire.

L'industrie joue un rôle central dans la dynamique globale de l'emploi puisque pour 1 emploi directement créé dans l'industrie, 1,34 emploi supplémentaires est créé dans les autres secteurs par effet d'entraînement.

x 1,34

SOURCES : BUSINESS FRANCE, BPI FRANCE, INSEE, LA FABRIQUE DE L'INDUSTRIE



LA VOLONTÉ

D'UN RENOUVEAU

INDUSTRIEL

Une amorce de réindustrialisation s'est dessinée en France avec le tournant de la politique de l'offre il y a une dizaine d'années, mais le durcissement de la concurrence internationale et l'instabilité politique nationale fragilisent aujourd'hui la poursuite de cette dynamique.

Après plusieurs décennies de massive désindustrialisation, la France a stoppé l'hémorragie au cours de la dernière décennie. Cet enrayement s'est appuyé sur une politique de l'offre volontariste (allègement du coût du travail, baisse des impôts de production et de l'impôt sur les sociétés) accompagnée d'une stratégie d'attractivité territoriale et d'une prise de conscience accrue des enjeux de souveraineté et de transition énergétique.

Malgré les crises successives (pandémie, difficultés d'approvisionnement, choc énergétique), les plans de relance et France 2030 ont permis de préserver cette dynamique. L'emploi industriel a progressé, l'investissement s'est redressé et de nouveaux sites ont vu le

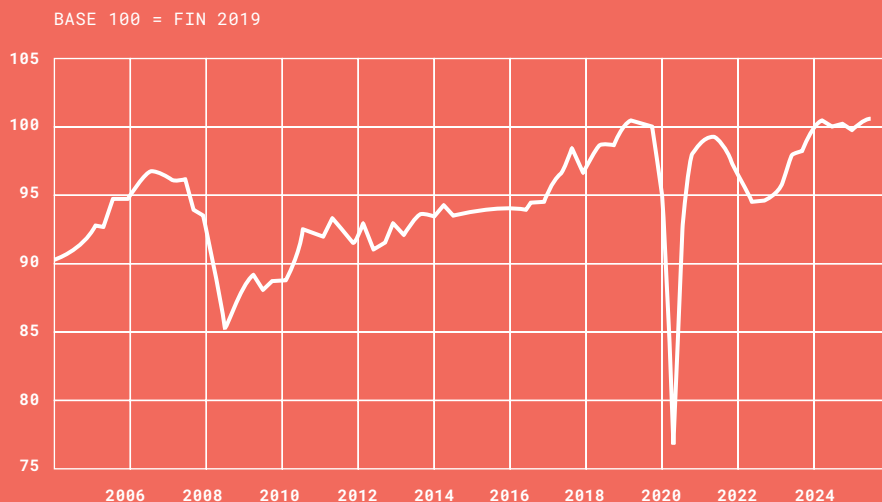
jour témoignant d'un mouvement réel de reconquête productive. Rappelons que la réindustrialisation, ce n'est pas seulement la création de nouvelles usines, c'est d'abord le renforcement et l'extension du tissu industriel existant.

Mais cette réindustrialisation naissante chancelle aujourd'hui. Elle se heurte à une concurrence internationale de plus en plus agressive, dominée par la stratégie expansionniste de la Chine, le protectionnisme assumé des États-Unis et la multiplication des politiques industrielles non coopératives. À cela s'ajoute une instabilité politique et budgétaire nationale qui fragilise la visibilité des entreprises et retarde les décisions d'investissement.

RÉINDUSTRIALISATION

SUR PAUSE ?

France : valeur ajoutée de l'industrie manufacturière



SOURCE : INSEE, REXECODE

La dynamique actuelle de l'industrie française demeure ambivalente, tant le diagnostic varie selon les indicateurs retenus. La valeur ajoutée en volume constitue sans doute la mesure la plus pertinente, car elle reflète directement la richesse effectivement produite par l'industrie manufacturière. En tendance, la valeur ajoutée industrielle stagne : elle se situe à peine au-dessus

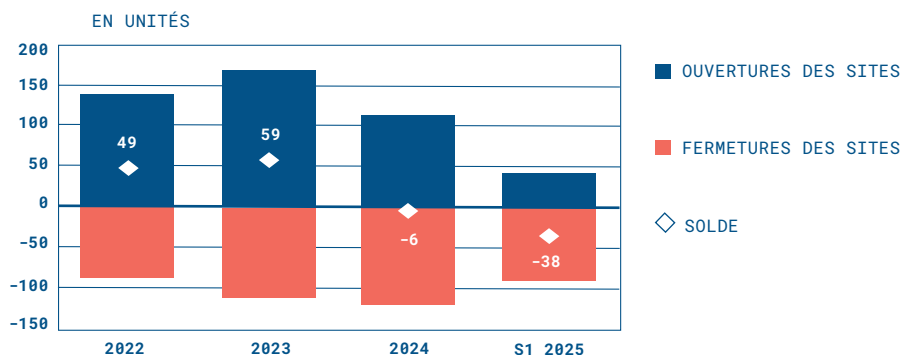
de son niveau de fin 2019 et s'est écartée de la trajectoire pré-Covid. Pourtant, malgré la succession de chocs, elle fait preuve d'une réelle résilience et semble même afficher un léger regain en ce début d'année 2025. Toutefois, sa progression plus lente que celle du reste de l'économie conduit mécaniquement à une érosion de son poids dans le PIB.



SITES INDUSTRIELS :

RISQUE DE RECHUTE ?

France : recensement des ouvertures et fermetures de sites industriels

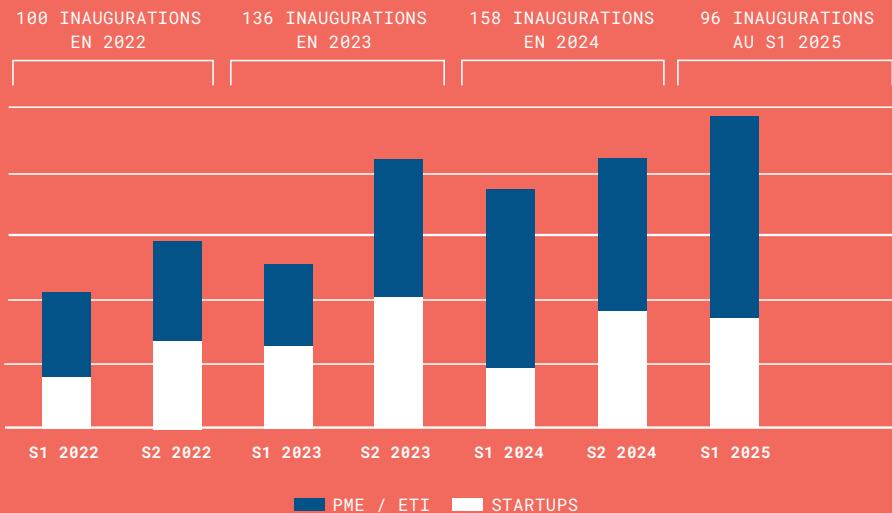


SOURCE : DGE

Le Baromètre industriel de l'État, publié par la Direction générale des entreprises (DGE), fait état de 44 ouvertures d'usines pour 82 fermetures au 1er semestre 2025, soit un solde négatif de -38. En intégrant les augmentations et réductions significatives d'activité sur les sites existants, le bilan apparaît moins défavorable, avec 47 extensions nettes. Certains secteurs résistent mieux que d'autres, en particulier ceux liés à la transition énergétique, qui restent dans une dynamique positive, tandis que l'industrie lourde, comme l'automobile, continue de souffrir. Ces évolutions confirment qu'après les

années post-Covid porteuses en termes d'ouvertures nettes de sites industriels, la dynamique s'est essoufflée en 2024 et s'inverse en 2025, faisant peser sur la France le risque d'un nouvel épisode de désindustrialisation. La tendance ne devrait toutefois pas se dégrader davantage, mais plutôt se stabiliser, portée par la stabilisation des défaillances industrielles à des niveaux proches de ceux d'avant-crise sanitaire. Il en va de même pour les plans de sauvegarde de l'emploi, qui semblent avoir atteint un point haut et laissent entrevoir une stabilité des fermetures et des réductions d'activité.

Évolution des inaugurations de sites industriels (ouvertures et extensions) réalisées par des startups, PME et ETI depuis 2022



SOURCE : BPIFRANCE

L'analyse des données de Bpifrance sur les ouvertures de sites industriels réalisées par des startup, PME ou ETI, envoie un message plus positif, illustrant une accélération du nombre d'inaugurations en France.

Après une année 2024 déjà record avec 158 inaugurations totales, l'année 2025 s'annonce encore plus dynamique, notamment grâce à un premier semestre (S1) qui a atteint un niveau historique de 96 inaugurations, dépassant ainsi tous les semestres précédents. Si les PME et les ETI constituent le principal moteur de cette croissance en volume

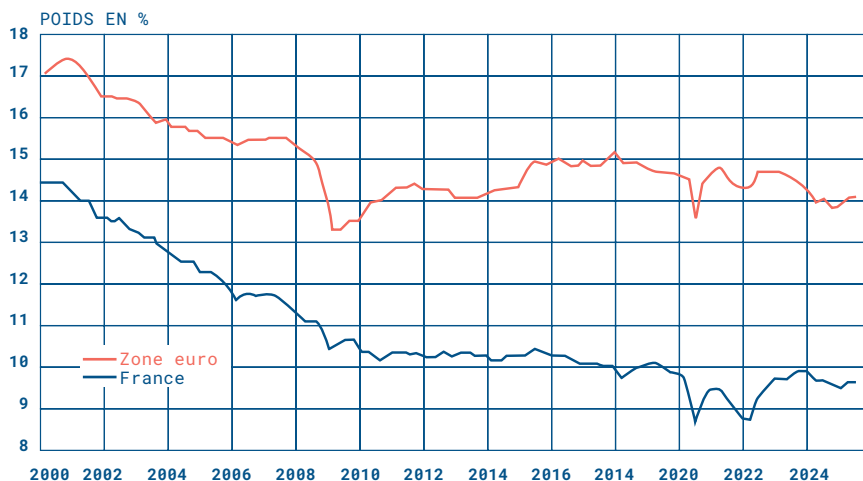
depuis 2024, les startups industrielles jouent un rôle de plus en plus significatif et atteignent leur niveau d'activité le plus haut en 2025.

Sur les quatre dernières années, les inaugurations de startups à fin septembre n'ont jamais été aussi élevées, marquant une progression de 15 % par rapport à septembre 2024. Cette dynamique s'appuie sur un écosystème en expansion, avec 3 200 startups industrielles recensées par Bpifrance à fin 2024 contre 2500 en 2023 et 1900 en 2022, dont la liste est disponible sur l'Observatoire des Startups.



UN ARRÊT DE LA DÉSINDUSTRIALISATION

Zone euro et France : poids de l'industrie manufacturière (en % du PIB)



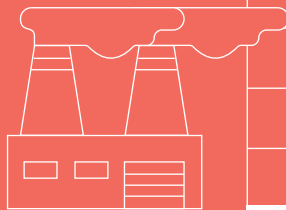
SOURCE : INSEE, EUROSTAT, REXECODE

À périmètre comparable, la France affiche la plus forte baisse du poids de l'industrie dans le PIB parmi les grandes économies de l'UE au cours des 25 dernières années. La part de l'industrie manufacturière est passée de 14,5 % en 2000 à 9,6 % en 2024, contre une diminution plus modérée de 17 % à 14 % dans la zone euro. Ce décrochage s'est concentré entre les années 2000 et la crise de 2008-2009, avant une stabilisation, puis un repli temporaire lors du Covid.

En 2025, le ratio se stabilise autour de 9,6%, juste sous le seuil des 10 %. L'Italie (15 %) et l'Allemagne (18 %) ont mieux résisté grâce à une maîtrise des coûts (notamment du travail) et une compétitivité préservée. Mais les tensions géopolitiques, les guerres commerciales et le choc énergétique de 2022 fragilisent désormais l'industrie européenne, alors qu'une véritable stratégie industrielle commune fait toujours défaut.

UNE NOUVELLE MENACE SUR L'EMPLOI ?

L'évolution de l'emploi dans le secteur
manufacturier pour les principales
zones économiques



| | 2002 À 2017 | 2017 À 2024 |
|-----------|-------------|-------------|
| ZONE EURO | -15 % | 2 % |
| ALLEMAGNE | -3 % | -2 % |
| ITALIE | -15 % | 4 % |
| ESPAGNE | -29 % | 6 % |
| FRANCE | -23 % | 4 % |

SOURCE : INSEE, EUROSTAT

Depuis 2017, l'emploi industriel en France, soutenu par la politique de l'offre, a progressé de 4 %, une hausse supérieure à la moyenne de la zone euro et comparable à celle observée en Italie et en Espagne. Cependant, cette dynamique s'essouffle depuis la mi-2024, marquant un retournement de tendance avec un emploi en contraction de 0,5 % sur un an au 2ème trimestre 2025. Un phénomène similaire se produit en Italie. L'Allemagne, pour sa part, fait face à une situation encore plus préoccupante, avec 500 000 emplois

industriels perdus depuis 2019. En France, les effectifs industriels sont soutenus par certains secteurs structurellement pourvoyeurs d'emplois, tels que l'agroalimentaire, l'aéronautique-spatial-naval, ainsi que le luxe (cosmétique, cuir et textile haut de gamme). Au cours des dix dernières années, les entreprises étrangères ont joué un rôle majeur dans ce mouvement, contribuant à la création de plus de 200 000 emplois dans les secteurs manufacturiers, selon Business France.



L'INDUSTRIE S'ANCRE AU CŒUR DES TERRITOIRES

Depuis le lancement du temps II du programme Territoires d'industrie en novembre 2023, les 183 territoires labellisés ont initié près de 3 000 actions, dont 500 déjà achevées, au service de la réindustrialisation : développement des compétences industrielles, transition écologique et énergétique, mobilisation du foncier ou encore accompagnement à l'innovation. Pour soutenir ces initiatives, le programme s'est doté d'une nouvelle offre de services. En 2024, 163 projets d'investissements productifs ont été lauréats de la mesure Territoires d'industrie

en transition écologique, dotée de 63 M€ du Fonds vert, représentant environ 2 600 créations d'emplois dans des chaînes de valeur durables. L'ingénierie locale repose sur 160 chefs de projet subventionnés par l'État, et des missions d'études appuient les projets complexes, notamment sur la structuration de filières ou la requalification de friches. Reconduites en 2025, ces mesures visent à renforcer les leviers territoriaux de la réindustrialisation et à consolider les coopérations locales entre acteurs publics et privés autour d'ambitions industrielles communes.



Sabine Tertre

Présidente d'AIR SUPPORT
(réparation et entretien
d'équipements moteurs
aéronautiques)

« L'Occitanie est forte d'une histoire et d'une culture industrielles à l'image de son patrimoine manufacturier. Première région française en investissement sur la recherche et l'innovation, elle est surtout connue par une empreinte forte de l'aéronautique et du spatial mais également l'agroalimentaire, la santé sans oublier la production d'énergie décarbonée. Notre région a relativement bien résisté à la désindustrialisation grâce à la mobilisation des industriels locaux. Nous le devons notamment à une bonne cohésion entre les entreprises, les élus régionaux et les services de l'Etat. Deux enjeux majeurs sont au cœur de mon engagement aujourd'hui : le maintien de notre compétitivité face à un environnement géopolitique et économique très instable, et l'attractivité et la féminisation de nos métiers. »

Focus région : Occitanie

L'Occitanie est une région clé de l'économie nationale, représentant environ 7,5 % du Produit Intérieur Brut (PIB) français et affichant une croissance historiquement plus rapide que la moyenne nationale. Son poids économique est fortement structuré par l'industrie, bien que sa part globale soit similaire à celle

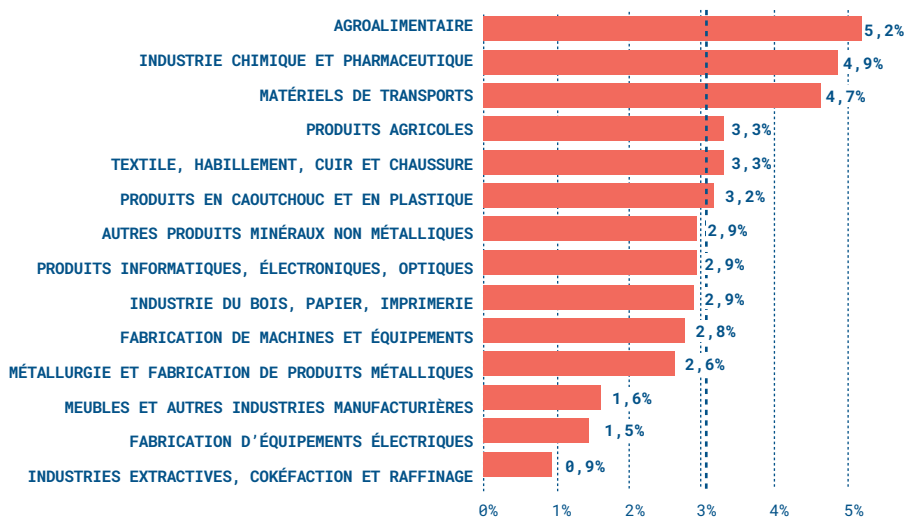
du reste du pays. La filière de l'aéronautique et du spatial, concentrée principalement autour de Toulouse, constitue le fer de lance de l'industrie régionale, contribuant pour près de 8 % du PIB régional et employant environ la moitié des effectifs industriels de la région.

Carte des établissements de 100 salariés et plus du secteur industriel



DES POINTS FORTS À L'EXPORT

Parts de marché sectorielles détenues par la France



SOURCE : BACI, COMTRADE

La France conserve plusieurs atouts solides à l'export qu'il convient de consolider et de développer davantage. Ses points forts reposent sur des secteurs à haute valeur ajoutée : l'agroalimentaire grâce aux vins et spiritueux (5,2 % de part de marché mondiale), la chimie –notamment la cosmétique –, la pharmacie (4,9 %) et les matériels de transport (4,7 %), portés par l'aéronautique et le naval. Ces filières incarnent l'excellence industrielle française et son savoir-faire technologique.

Cependant, la structure des exportations reste déséquilibrée : la France a perdu du terrain sur les industries de base (sidérurgie, chimie lourde, caoutchouc, plasturgie) et des équipements électriques, dont la compétitivité internationale demeure limitée, avec des parts de marché mondiales à l'export souvent inférieures à 2 %. Ce recul dans les segments intermédiaires fragilise la chaîne de valeur industrielle et limite la capacité d'entraînement des secteurs exportateurs phares.

FOCUS : Secteur de la défense

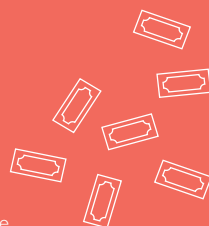
4 500
entreprises

220 000
emplois

9
grands maîtres
d'œuvre

30 milliards
d'euros de chiffre d'affaires
militaire réalisés par les entreprises
de la BITD

*Base industrielle et technologique de défense



8,2 Mds€

de matériels livrés en 2024. Les exportations
d'armement progressent avec un taux de
croissance annuel moyen de 5 % depuis 2010

21,6 Mds€

de prises de commandes des entreprises
françaises à l'exportation en 2024

2^e

La France se hisse
au deuxième rang
mondial des
exportateurs
d'armement
sur la période
2020-2024

SOURCES : MINISTÈRE DES ARMÉES, GIFAS, DOUANES, STOCKHOLM INTERNATIONAL
PEACERESEARCHINSTITUTE (SIPRI)

Malgré son dynamisme et des perspectives particulièrement porteuses, le secteur français de la défense se heurte à des contraintes d'offre de plus en plus marquées. L'appareil productif apparaît sous-dimensionné, avec un taux d'utilisation des capacités supérieur à 90 %, des tensions persistantes sur les chaînes d'approvisionnement et des difficultés accrues de recrutement. Ces tensions sont renforcées par la fragilité financière d'une partie des PME et ETI

de la filière, pourtant essentielles dans les chaînes de sous-traitance. Dans ce contexte, la montée en puissance programmée de l'effort de défense -déjà porté à 2,06 % du PIB en 2024, avec un objectif de 3 à 3,5 % à l'horizon 2030-2035 -devrait générer un effet d'entraînement significatif sur l'économie française, stimulant l'investissement industriel, l'innovation technologique et la réindustrialisation des territoires.



LES CONDITIONS DE LA RENAISSANCE INDUSTRIELLE

03



LES CHIFFRES CLÉS

La transmission un enjeu clé. L'industrie représente 6 % des entreprises dont les dirigeants ont au moins 60 ans. Le renouvellement générationnel est essentiel pour assurer la pérennité de l'industrie, notamment des entreprises familiales.

6%

3,2 %
du PIB

Les impôts sur la production supportés par les entreprises françaises représentent 3,2 % du PIB, soit plus du double de la moyenne de la zone euro (1,5 %) et plus de quatre fois le niveau observé en Allemagne (0,7 %). Ce poids fiscal demeure un frein important à la compétitivité.

Parmi les ouvertures et extensions de sites industriels comptabilisées dans le secteur de l'industrie verte, une implantation industrielle sur deux en 2024 concerne la chaîne de valeur des technologies de production d'énergie décarbonée.

1/2

1 000 000

L'industrie française va devoir faire face à 966 000 départs liés aux fins de carrière d'ici 2030. Les enjeux de recrutement sont donc centraux pour garantir la production de demain.

La part de l'électricité et des énergies décarbonées dans la consommation finale d'énergie de l'industrie en France a connu une forte progression, et une accélération à partir de la fin des années 2010, passant d'environ 37 % en 1990 à près de 50 % en 2025.

50%



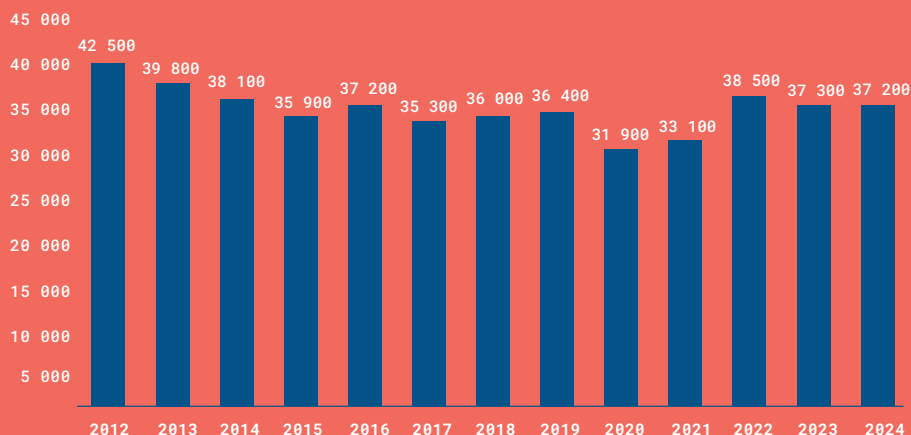
LES CONDITIONS D'UNE RÉINDUSTRIALISATION PÉRENNE

Le renouveau industriel de la France ne pourra se concrétiser que si les conditions économiques évoluent en profondeur pour stimuler l'innovation, soutenir l'investissement et renforcer la compétitivité des entreprises. Cela suppose une refonte ambitieuse de la politique industrielle et de ses modes de gouvernance, afin d'assurer une action plus cohérente, durable et efficace.

Soutenir la création et le développement de projets industriels en France est essentiel pour enclencher et pérenniser la réindustrialisation. Pour que ces initiatives prospèrent, il est indispensable de créer un environnement favorable à leur croissance, en levant les obstacles qui freinent encore le mouvement. Parmi les principaux freins identifiés figurent la formation et la disponibilité des compétences, ainsi que la fiscalité et le coût du travail qualifié qui demeurent des enjeux majeurs pesant directement sur la compétitivité des entreprises dans un contexte de concurrence mondiale accrue. L'accès au foncier industriel et la complexité de certaines procédures administratives

ou réglementaires freinent également la mise en œuvre rapide des projets. Or, dans un environnement économique où tout s'accélère, la capacité à agir vite devient un facteur déterminant de compétitivité. La France conserve néanmoins des atouts industriels majeurs : une électricité largement décarbonée et des prix de l'énergie inférieurs à la moyenne européenne (même s'ils demeurent bien plus élevés qu'aux États-Unis ou en Chine), des infrastructures physiques et logistiques globalement performantes, ainsi qu'un écosystème de recherche, d'innovation et d'ingénierie de haut niveau, qu'il convient de préserver et de renforcer.

Évolution du nombre de cessions-transmissions entre 2012 et 2024



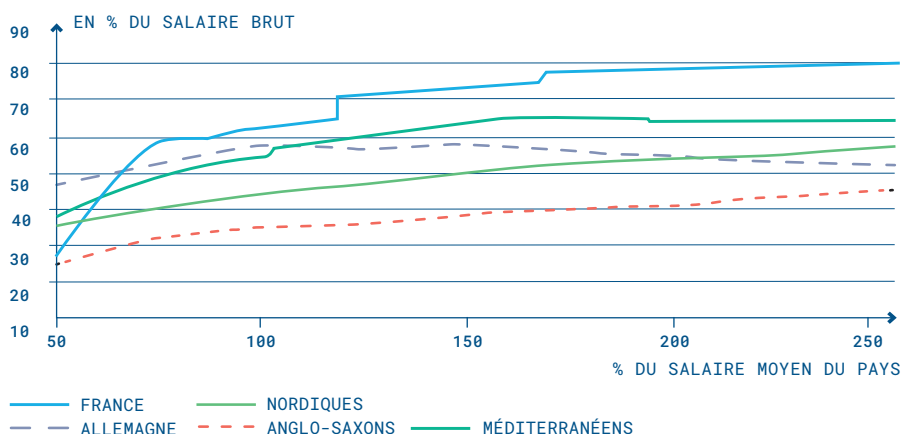
SOURCE : BODACC, CALCULS DGE

La transmission des entreprises constitue un enjeu vital pour l'économie française, confrontée à une vague inédite de départs à la retraite : près de 500 000 dirigeants sont susceptibles de céder leur société d'ici 2030, ce qui pourrait affecter jusqu'à 3 millions d'emplois, y compris dans l'industrie, où 6 % des entreprises sont dirigées par des chefs d'entreprise de plus de 60 ans. Selon une étude de la DGE (Théma n°30), le nombre de cessions a atteint 37 000 en 2024, un volume en hausse qui témoigne d'une certaine vitalité du marché des reprises. Il est toutefois crucial de consolider et d'amplifier cette dynamique, car les entreprises transmises présentent un taux de pérennité à trois ans nettement supérieur à celui des créations.

Les principaux freins identifiés demeurent le coût du financement pour les repreneurs, le manque d'accompagnement dans les phases de transition, ainsi que la complexité administrative de certains dispositifs. Dans ce contexte, la sécurisation des transmissions familiales revêt une importance particulière. Or, la remise en cause du Pacte Dutreil (dispositif fiscal clé permettant de réduire les droits de mutation lors des transmissions d'entreprises) fragiliserait directement ces cessions familiales. Elle risquerait d'aggraver le déficit que la France accuse déjà en matière de grandes entreprises familiales par rapport à l'Allemagne et à l'Italie (France Stratégie, avril 2025), et menacerait, à terme, la stabilité et la souveraineté de notre tissu industriel.

LE TRAVAIL QUALIFIÉ TROP PÉNALISÉ ?

Poids des charges et impôts sur les salaires (coin socio-fiscal)



SOURCE : OCDE, TAXING WAGES 2024, CALCULS REXECODE

L'économie française se distingue par une «surfiscalisation» du travail qualifié et très qualifié, matérialisée par la progressivité atypique du «coin socio-fiscal» (l'ensemble des prélèvements entre le coût employeur et le revenu net du salarié). Alors que la pression fiscale est intentionnellement très faible autour du SMIC grâce aux allègements et subventions (le coin socio-fiscal y est inférieur à la moyenne européenne), elle augmente beaucoup plus rapidement que chez nos voisins (Allemagne, Pays-Bas, Italie) pour les salaires plus élevés, se manifestant clairement à partir de 1,4 SMIC

et atteignant un surcoût de l'ordre de 10 points au-delà de 2,5 SMIC. Ce phénomène impacte particulièrement l'Industrie. La majorité de leur masse salariale (jusqu'à 58% des salaires au-delà de 2,5 SMIC dans les secteurs étudiés) est concentrée précisément sur cette tranche de rémunération élevée et surtaxée. Cette fiscalité pénalise l'offre en réduisant le rendement financier de la poursuite d'études qualifiantes et induit un surcoût pour les entreprises industrielles qui détériore la compétitivité du secteur français par rapport à ses concurrents internationaux

Former pour réindustrialiser

Alors que les industriels font part de plus de 220 000 projets de recrutements, et que 55% d'entre eux sont jugés difficiles, France Travail se mobilise avec ses partenaires du réseau pour l'emploi pour faire connaître les métiers de l'industrie à ses candidats et accompagner les employeurs dans leurs recrutements. Visites d'entreprises, informations collectives en agences, immersions professionnelles et job-

dating sont organisés partout sur le territoire pour favoriser l'insertion des candidats en recherche d'emploi ou en reconversion professionnelle vers les emplois industriels. France Travail Pro accompagne également les employeurs dans leurs recrutements, de la rédaction et la diffusion de leurs offres d'emploi à la mise en œuvre de recrutements sans CV en passant par la sélection de profils et la mobilisation d'aides à la formation.

LES CHIFFRES CLÉS

200 000 offres d'emploi industriel confiées à France Travail

16 000 événements de découverte des métiers et de jobdating

15 600 immersions professionnelles de candidats en entreprise

79 000 entrées en formation de candidats pour des métiers industriels

5 630 demandeurs d'emploi embauchés par un recrutement sans CV

87 % des entreprises sont satisfaites ou très satisfaites des services de France travail



Thibaut Guilluy

Directeur Général
France travail

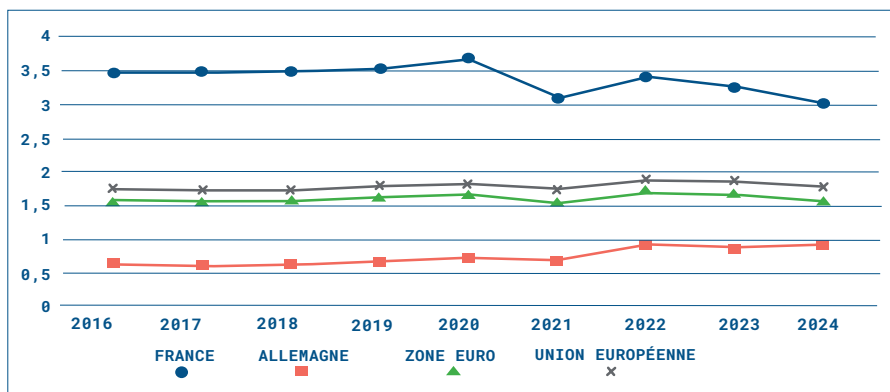
« L'ambition de France Travail est de devenir le partenaire RH de tous les employeurs de l'industrie. Les 6000 conseillers France Travail Pro présents dans nos 900 agences accompagnent au quotidien les employeurs industriels dans tous leurs recrutements. Opérateur du programme Territoires d'industrie, France Travail contribue au rayonnement des filières et au développement du tissu industriel dans tous nos territoires. »



UN HANDICAP

STRUCTUREL

Les impôts sur la production payés par les entreprises en % du PIB



SOURCE : EUROSTAT

Le régime français des impôts sur la production représente une singularité fiscale majeure en Europe et une contrainte significative pour la compétitivité des entreprises. Malgré une baisse engagée en 2021 (réforme de la CVAE), leur poids reste sans équivalent : les impôts sur la production payés par les entreprises représentaient 2,9 % du PIB en France, soit plus du double de la moyenne de la zone euro (1,4 %) et plus de quatre fois le niveau de l'Allemagne (0,7 %). En termes de compétitivité, cette fiscalité pénalise particulièrement l'Industrie car les impôts sur la production sont principalement assis sur

des éléments fixes et incompressibles (impôts fonciers, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), versement mobilité), c'est-à-dire les moyens de production (usines, terrains, équipements) et non sur le bénéfice. L'Industrie étant par nature un secteur capitalistique et gros consommateur de foncier, elle est taxée massivement sur son assiette physique, même en l'absence de profits. Ce surcoût structurel alourdit le prix de revient des produits manufacturés en France, nuit à la compétitivité-coût de l'ensemble de l'appareil productif et constitue un frein documenté à l'investissement et à la réindustrialisation.

MISER SUR LA QUALITÉ

L'étude Compétitivité SKEMA Rexecode 2025 auprès des importateurs européens met en lumière un paradoxe majeur pour l'industrie française à l'export : elle accuse un déficit de compétitivité-prix notable malgré une performance jugée solide sur les critères hors-prix. La France se classe seulement 7^e sur 10 pour le rapport qualité-prix et 8^e pour le critère du prix, ce qui constitue un obstacle important à l'exportation. Les produits français sont perçus comme de haute qualité, et d'autres atouts hors-prix (design, services associés, notoriété des marques) placent la France au 3^e rang dans cette catégorie. Cependant, ces avantages ne suffisent pas à justi-

fier des prix beaucoup plus élevés que ceux de ses concurrents. Ce déséquilibre est particulièrement marqué dans des secteurs clés comme les biens intermédiaires et les équipements mécaniques.

La compétitivité ne peut reposer uniquement sur une logique de prix. Pour accompagner efficacement la réindustrialisation, la France doit continuer à investir massivement dans ces dimensions de valeur ajoutée (innovation, qualité perçue, confiance) tout en maîtrisant ses coûts, seule stratégie capable de transformer ces atouts qualitatifs en succès commerciaux durables.

Classement de la France sur les biens des 10 grands pays exportateurs en 2025

| FACTEURS DE COMPÉTITIVITÉ | PLACE DE LA FRANCE (/10) |
|---------------------------|--------------------------|
| QUALITÉ | 3 |
| ERGONOMIE-DESIGN | 4 |
| CONTENU EN INNOVATION | 5 |
| NOTORIÉTÉ | 4 |
| DÉLAIS DE LIVRAISON | 3 |
| SERVICES ASSOCIÉS | 3 |
| VARIÉTÉ DES FOURNISSEURS | 7 |
| PRIX | 8 |
| RAPPORT QUALITÉ-PRIX | 7 |

SOURCE : ETUDE COMPÉTITIVITÉ SKEMA, REXECODE 2025



LE DÉFI DU FONCIER

Le foncier industriel est au cœur d'une équation complexe visant à concilier l'impératif de réindustrialisation avec l'objectif de sobriété foncière. Bien que l'industrie n'occupe que 4,5 % des surfaces artificialisées (soit près de 230 000 hectares), son renouveau doit s'inscrire dans une démarche vertueuse de préservation de l'environnement.

La stratégie nationale s'appuie sur la réhabilitation des friches - ces biens immobiliers inutilisés nécessitant des travaux d'aménagement - qui constituent le principal réservoir foncier pour accueillir de nouvelles activités. Cette démarche est d'autant plus urgente que les besoins globaux en foncier industriel pour accompagner la réindustrialisation sont estimés par France Stratégie entre 23 000 et 30 000 hectares d'ici 2035. La France dispose d'un gisement significatif, avec 15 000 friches recensées dans l'Inventaire national des friches (Cartofriches, Cerema, avril 2025), représentant

environ 60 000 hectares de potentiel. Cependant, la réhabilitation est complexe et coûteuse (environ 540 000 €/ha en moyenne), notamment en raison des problématiques de pollution des sols. De plus, il existe un enjeu d'adéquation qualitative entre l'offre et la demande. Si le défi est d'ampleur pour les grands projets comme les gigafactories, une étude menée par Bpifrance Le Lab révèle que 7 dirigeants sur 10 recherchent de petites surfaces pour leur prochaine implantation industrielle. Ce constat souligne la nécessité de disposer d'une offre foncière bien qualifiée, adaptée aux besoins des PME et ETI.

Chiffres clés :

37 000 ha : Cela correspond à la surface des friches (4 500 sites) ayant un indice de mutabilité jugé important pour un usage industriel. C'est le potentiel concret pour la réindustrialisation.

63 % : Sur les disponibilités recensées, c'est-à-dire les terrains et surfaces disponibles à la vente ou la location, 63 % sont inférieures à 5 hectares

540 000 € / hectare : C'est le coût moyen estimé de la remise en état d'une friche, soulignant l'enjeu financier majeur du recyclage de ce foncier

Les observatoires de friches et de foncier

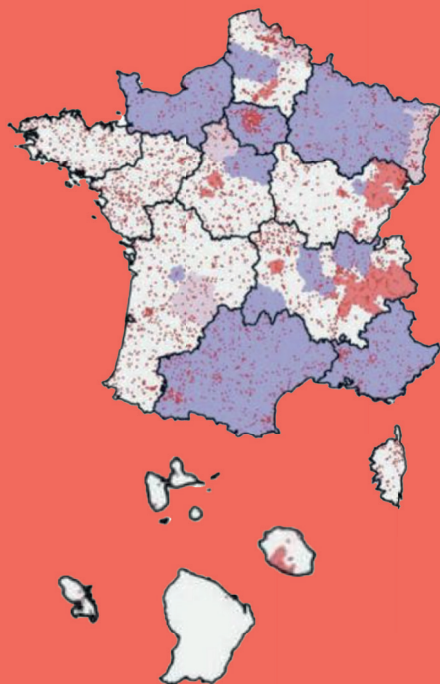
Pour surmonter ces défis, l'État a mis en place une stratégie coordonnée :

Identification et Qualification : L'outil **Cartofriches** permet de recenser ce potentiel. Ce travail est complété par le dispositif **Friches+**, qui fournit un accompagnement en ingénierie aux collectivités pour accélérer l'identification et la requalification des sites.

Visibilité et Adéquation : Le portail **France Foncier +** (Banque des Territoires et Cerema) recense l'offre disponible (plus de 1 100 opportunités, soit plus de 8 000 hectares), et favorise la rencontre entre l'offre (dont 63 % des disponibilités concernant des surfaces inférieures à 5 hectares) et la demande des industriels.

Financement : Le **Fonds Friches** (issu du Fonds vert) soutient financièrement la reconversion, permettant de proposer des sites aménagés, dits « clés en main », aux investisseurs.

Cette mobilisation coordonnée des acteurs publics est essentielle pour identifier, qualifier et rendre disponibles les gisements fonciers adaptés à la fois aux impératifs écologiques et à l'ambition de souveraineté industrielle de la France.



FRICHES ISSUES DE BASOL, BASIAS, FOND VERT URBANVITALIZ, ÉTUDE ADEME

OBSERVATOIRES LOCAUX CONTRIBUANT À L'INVENTAIRE NATIONAL

OBSERVATOIRES LOCAUX AYANT ENTAMÉ DES DÉMARCHES POUR CONTRIBUER À L'OBSERVATOIRE NATIONAL

OBSERVATOIRES LOCAUX CONTRIBUANT PAS À L'INVENTAIRE NATIONAL À CE STADE

SOURCE : INVENTAIRE NATIONAL DE FRICHES, CARTOFRICHES - AVRIL 2025
- CONNAISSANCE LOCALE ENQUÊTE - 2025,
TRAITEMENTS ET CARTOGRAPHIE :
CEREMA - JUIN - 2025



LA PRESSION

DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Comparaison internationale des prix de l'énergie pour les clients industriels

Prix du moyen du gaz naturel dans l'industrie(€/MWh)

| | 2019 | 2024 | VARIATON |
|------------|------|------|----------|
| UE | 23 | 52 | 29 |
| FRANCE | 22 | 45 | 23 |
| ETATS-UNIS | 11 | 12 | 1 |
| CHINE | 36 | 40 | 4 |

Prix du moyen de l'électricité dans l'industrie(€/MWh)

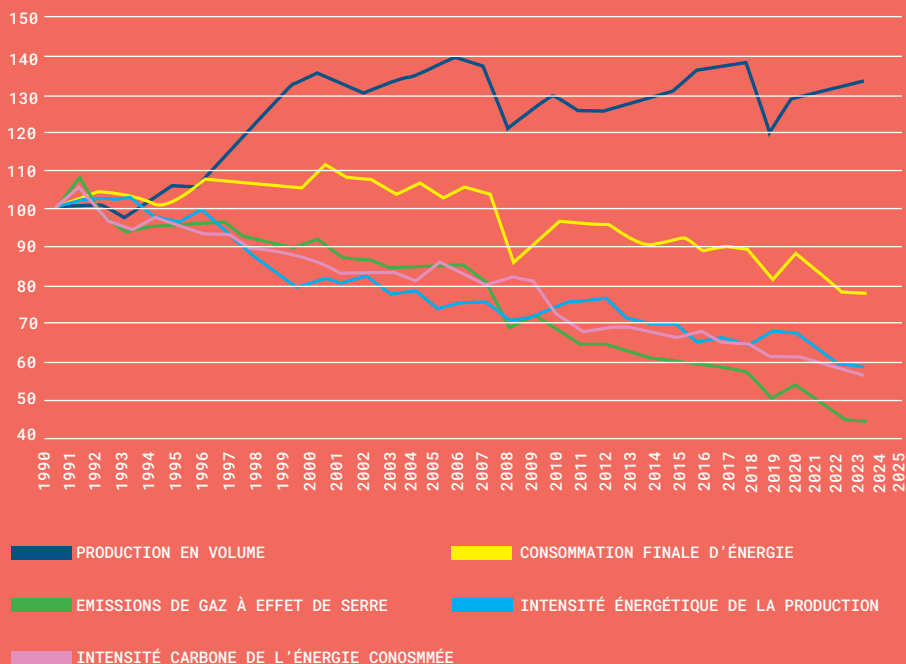
| | 2019 | 2024 | VARIATON |
|------------|------|------|----------|
| UE | 96 | 156 | 60 |
| FRANCE | 69 | 102 | 33 |
| ETATS-UNIS | 61 | 76 | 15 |
| CHINE | 84 | 81 | -3 |

SOURCE : REXECODE, EUROSTAT, US EIA, COMMISSION EUROPÉENNE

La compétitivité de l'industrie française est fortement dépendante des prix de l'énergie, qui ont connu de fortes fluctuations ces dernières années. La crise énergétique a rebattu les cartes à la défaveur de l'UE. Le prix du gaz pour l'industrie a été multiplié par plus de deux entre 2019 et 2024, celui de l'électricité par 1,6, et des écarts très importants se sont créés avec nos principaux concurrents mondiaux. Si en 2025 les prix européens sont plutôt orientés à la baisse, un écart

structurel subsiste. S'ajoute à cela le prix du CO2 que payent les industriels en Europe, et qui est beaucoup plus élevé que dans le reste du monde (un tel prix ne s'applique pas au niveau fédéral aux Etats-Unis, et le prix du CO2 en Chine est dix fois moins élevé qu'en Europe). Cet écart de compétitivité avec des concurrents majeurs comme les États-Unis et la Chine fragilise certains secteurs industriels.

Évolution de la production, de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre de l'industrie manufacturière en France



SOURCE : INSEE, SDES, CITEPA

Depuis 1990, la production manufacturière en volume a augmenté de plus de 30 %. Dans le même temps, la consommation finale d'énergie du secteur a diminué de 21%, et les émissions de gaz à effet de serre de 55%. Cette capacité à produire plus en consommant moins et en réduisant les émissions résulte de forts gains d'efficacité énergétique réalisés par l'industrie, couplés à des efforts de

décarbonation de l'énergie consommée et des procédés industriels. La poursuite de cet effort est aujourd'hui au cœur des stratégies nationales, comme la loi industrie verte et le plan France 2030, qui vise à accélérer cette transition vers une industrie durable et compétitive. Cela fait de la France une terre d'accueil pour la production de solutions de décarbonation.

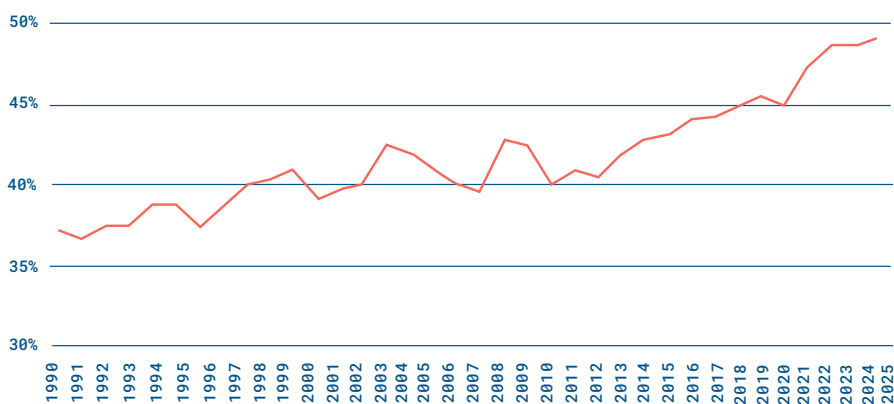


FAIRE DE LA TRANSITION

UN LEVIER

DE RÉINDUSTRIALISATION

Part de l'électricité et des énergies décarbonées dans la consommation finale d'énergie de l'industrie en France



SOURCE : SDES, BILANS ÉNERGÉTIQUES

L'électrification des procédés et la décarbonation de l'énergie consommée est un levier majeur pour la décarbonation des secteurs industriels. La part de l'électricité et des énergies décarbonées dans la consommation finale d'énergie de l'industrie en France a connu une forte progression, et une accélération à partir de la fin des années 2010, passant d'environ 37 % en 1990 à près de 50 % en 2025.

Cette tendance de fond devrait s'accélérer pour atteindre les objectifs de neutralité carbone en 2050, ce qui implique une augmentation de la consommation électrique de l'industrie française d'ici là. Ce virage vers l'électrique est soutenu par un mix électrique français déjà largement décarboné, un atout majeur pour une industrie plus verte et compétitive.

L'État français a mis en place un ensemble de mesures ambitieuses pour accélérer la réindustrialisation verte, avec l'objectif de faire de la France un leader européen en la matière. Au cœur de cette stratégie figurent la loi "Industrie Verte", qui fixe le cadre d'action pour une industrie plus durable, et le plan "France

2030", programme d'investissement massif destiné à transformer les secteurs clés de l'économie. Ensemble, ces dispositifs visent à soutenir l'innovation, faire émerger de nouvelles filières industrielles vertes et décarboner l'appareil productif existant.

La Loi Industrie Verte

- **Faciliter et accélérer** les implantations industrielles : réduction des délais administratifs, foncier industriel clé en main, réhabilitation des friches, création d'un statut de Projets d'intérêt national majeur (PINM).
- **Financer** l'industrie verte : Crédit d'Impôt Investissements Industries Vertes (C3IV), Plan d'épargne Avenir Climat.
- **Favoriser** les entreprises vertueuses, par la commande publique, les labels
- **Former aux métiers** de l'industrie verte et renforcer des filières.

Le Plan France 2030

- **Soutien à la décarbonisation** de l'industrie : aides directes pour réduire de moitié les émissions des 50 sites les plus émetteurs d'ici 2030; appels à projet DECARB-IND de l'Ademe.
- **Zones Industrielles Bas-Carbone (ZI-BaC)** : encourager la création d'écosystèmes industriels décarbonés, en mutualisant les solutions de décarbonisation. Les zones industrielo-portuaires de Dunkerque, Fos-sur-Mer, Le Havre et Loire Estuaire font partie des premières lauréates.
- **Soutien à l'innovation** : France 2030 finance le développement de technologies de rupture indispensables à la transition écologique, comme l'hydrogène décarboné ou la capture de CO2.

Les politiques publiques en faveur de la réindustrialisation verte commencent à porter leurs fruits. Un quart des ouvertures/extensions d'usines du baromètre industriel de l'Etat 2024 concernent l'industrie verte, et une sur huit concerne désormais les technologies d'énergie décarbonnée. Les mobilités douces (vélos,

véhicules électriques, retrofit) gagnent également du terrain. Par ailleurs, les sites de recyclage et de revalorisation des déchets progressent nettement, représentant près de 30 % des implantations industrielles vertes en 2024, illustrant la montée en puissance d'une industrie plus durable et circulaire.



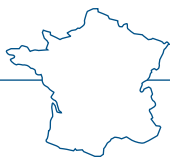
REGARD DES FRANÇAIS SUR L'INDUSTRIE

Le regard des Français sur l'industrie évolue rapidement. Longtemps perçue comme une activité du passé, elle est aujourd'hui identifiée comme une clé de l'avenir, indispensable pour répondre aux défis climatiques, technologiques et de souveraineté.

Une large majorité des Français se déclarent favorables à la réindustrialisation et considèrent qu'une industrie bas carbone et innovante est possible. Mais cette adhésion reste teintée d'ambivalence : si l'industrie est jugée nécessaire pour l'emploi, l'indépendance et l'écologie, de nombreux Français ne souhaitent pas forcément une usine à proximité de leur lieu de vie.

Le renouveau industriel repose sur un maillage de TPE et PME innovantes, capables de transformer leurs process grâce aux nouvelles technologies, au numérique et aux pratiques décarbonées. 89 % (IFOP) des Français estiment que l'industrie doit jouer un rôle clé dans la transition environnementale.

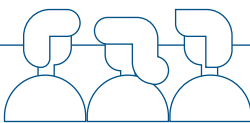
Enfin, le rapport à l'industrie change aussi dans la jeunesse. Plus de 125 000 jeunes se forment chaque année à un métier industriel, une proportion en hausse.



5,7 M DE PARTICIPANTS

autour de 7 800 événements
organisés dans toute
la France durant la Semaine
de l'Industrie en 2024

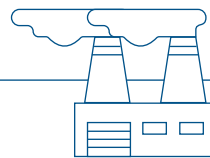
SOURCE : DGE



20 000 VISITEURS

le 4 et 5 avril 2025,
plus de 200 usines ont
ouvert leurs portes
à l'occasion des Journées
Usines Ouvertes

SOURCE : ARTS & MÉTIERS ALUMNI



153 000 POSTES

à pouvoir
dans l'industrie en 2025

SOURCE : FRANCE TRAVAIL



Fresque de l'industrie

Une approche concrète de l'écosystème industriel français.

Cet atelier collaboratif d'1h30 réunit des groupes de 4 à 6 participants (élèves, étudiants, enseignants, professionnels). L'objectif ? Créer une fresque visuelle illustrant les liens de cause à effet entre les enjeux de l'industrie, pour développer une vision globale de son rôle dans la société.

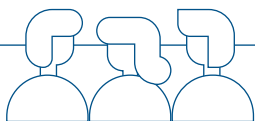


Pour aller plus loin :

3 FOIS MOINS ÉMETTEUR

Produire et acheter français revient à émettre trois fois moins de CO₂ qu'un produit équivalent fabriqué en Chine, grâce à un mix énergétique parmi les plus décarbonés au monde, largement fondé sur le nucléaire et les énergies renouvelables. C'est le cas, par exemple, de l'industrie textile : la production d'un kilo de vêtement en France génère en moyenne 10 kg d'équivalent CO₂, contre 32 kg en Chine (Union des Industries Textiles).

Cette performance environnementale constitue un avantage compétitif réel pour les entreprises souhaitant concilier production industrielle et réduction de leur empreinte carbone. Elle positionne la France comme un territoire attractif pour les filières stratégiques de la transition énergétique et écologique, comme la fabrication de batteries, de véhicules électriques, d'équipements solaires ou éoliens, ainsi que pour les technologies de recyclage et d'efficacité énergétique..



110 000 VISITEURS

au salon
du Made in France
en 2025.

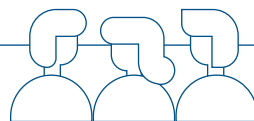
SOURCE : MIF



+100 000 PARTICIPANTS

à Forindustrie en 2024,
soit près de 5000 classes/
groupes d'élèves

SOURCE : FORINDUSTRIE



45 000 VISITEURS

Global Industrie
a démontré son attractivité
et son impact avec
une augmentation de 20%
de visiteurs

SOURCE : GLOBAL INDUSTRIE

POUR UN ENGAGEMENT

INDUSTRIEL FORT

Alors que la France place la réindustrialisation au cœur de ses priorités nationales, son industrie se trouve aujourd'hui prise en étau entre deux forces majeures. D'un côté, la guerre commerciale initiée par les États-Unis redessine brutalement les règles du jeu mondial et rebat les cartes des alliances économiques au point de remettre en cause le multilatéralisme. De l'autre, la compétitivité sans commune mesure de la Chine, portée par une politique industrielle volontariste, un haut degré de concurrence entre entreprises chinoises et un écosystème d'innovation désormais parmi les plus avancés au monde, déstabilise l'ensemble du tissu productif européen. À ces facteurs externes s'ajoute un enjeu interne à l'Europe : le vaste programme d'investissements industriels engagé par l'Allemagne, susceptible de renforcer sa position et pourrait accentuer les écarts de compétitivité et ouvrir une nouvelle divergence franco-allemande.

La France traverse un moment clé de son histoire industrielle. Après des décennies de désindustrialisation, une dynamique positive s'est amorcée, notamment depuis 2016, avec une série de mesures en faveur de l'offre se traduisant par une stabilisation de notre base productive. Ces efforts ont donné lieu à un regain d'investissements, une amélioration des marges des entreprises et, surtout, la création nette de plus de 120 000 emplois industriels en huit ans, ainsi qu'à la réouverture nette d'usines sur le sol français. Ces résultats illustrent la volonté politique de restaurer notre tissu industriel et de maintenir la France au rang de deuxième industrie européenne (ex aequo avec l'Italie).

Pourtant, cette reprise demeure fragile. L'année 2024 marque un coup d'arrêt, avec un solde net d'ouvertures d'usines redevenu négatif (bien qu'il reste positif si l'on inclut les extensions), signe que la consolidation industrielle est encore loin d'être acquise. L'investissement et l'emploi ont également marqué le pas, une



tendance qui se prolonge en 2025. Elle traduit à la fois un ralentissement de l'activité et les tensions politiques et commerciales, tant domestiques qu'internationales.

La préservation d'une politique économique favorable au tissu industriel, dont les effets ont été clairement attestés au cours de la dernière décennie, apparaît indispensable. Faute de quoi, le retournement actuellement perceptible dans l'industrie pourrait s'amplifier et conduire à l'effacement progressif des gains accumulés de la récente réindustrialisation.

Par ailleurs, dans cette compétition industrielle mondiale de plus en plus intense, le moindre frein interne au développement du tissu productif français prend une dimension critique. Pour pérenniser la reprise et libérer pleinement le potentiel industriel du pays, il est indispensable de lever les obstacles structurels qui continuent de peser sur la compétitivité.

Parmi ces défis, on note qu'un désavantage fiscal historique, notamment en matière d'impôts de production, demeure un frein majeur, en dépit des réformes engagées. Le coût du travail élevé, ainsi que notre retard

en robotisation et en transformation numérique par rapport à des pays comme l'Allemagne, brident également notre productivité et la montée en gamme de l'industrie française. Une surréglementation et une surtransposition de normes, handicapantes et coûteuses, aggravent ces difficultés. À cela s'ajoutent des contraintes persistantes : l'inadéquation croissante des compétences (avec un taux d'évaporation de 50 % des jeunes formés) ; la complexité réglementaire qui ralentit les projets ; la rareté du foncier dans un contexte de sobriété foncière (ZAN), qui entre en tension directe avec les besoins de réindustrialisation. Enfin, les prix de l'énergie, structurellement deux à trois fois plus chers en Europe qu'aux États-Unis ou en Chine, pèsent sur la compétitivité industrielle du continent, même si la France bénéficie d'un atout relatif grâce au nucléaire.

En conclusion, la France a jeté les bases de son redressement industriel, mais pour maintenir le cap et relever la compétition mondiale, elle doit poursuivre la simplification de son environnement économique tout en opérant des choix stratégiques clairs et ambitieux. Garantir notre souveraineté industrielle exige une politique nationale cohérente, qui assume durablement la priorité donnée à la croissance, l'innovation et la compétitivité.



Programmes d'aide dédiés au soutien de l'industrie en France



France 2030

Stratégie nationale d'investissement pour la réindustrialisation et la transition écologique.



Plan Industrie BPI France

Programmes d'accompagnement pour PME et ETI industrielles.



Territoires d'Industrie

Le volet territorial de la réindustrialisation.



France Foncier +

L'accélération des projets grâce à des terrains immédiatement mobilisables.



Friches +

La transformation des friches en leviers de renaissance économique.



Sites Clés en Main

Initiative pour accélérer les implantations industrielles.

Liste non exhaustive



Le Baromètre *L'Industrie en mouvement* est né de la collaboration entre six acteurs de la renaissance industrielle française :



Direction générale
des Entreprises



Au sein du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et sous l'autorité du ministre, la Direction générale des entreprises (DGE) élabore et met en œuvre les politiques publiques relatives à l'industrie, à l'économie numérique, au tourisme, au commerce, à l'artisanat et aux services. Ses agents sont mobilisés aux niveaux national et régional à travers les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), pour favoriser la création, le développement, l'innovation et la compétitivité des entreprises de toutes tailles, en France et à l'international. <https://www.entreprises.gouv.fr/la-dge>

La Banque des Territoires est l'un des métiers de la Caisse des Dépôts. Elle réunit les expertises internes à destination des territoires. Porte d'entrée unique pour ses clients, elle oeuvre aux côtés de tous les acteurs territoriaux : collectivités locales, entreprises publiques locales, organismes de logement social, professions juridiques, entreprises et acteurs financiers. Elle les accompagne dans la réalisation de leurs projets d'intérêt général en proposant un continuum de solutions : conseils, prêts, investissements en fonds propres, consignations et services bancaires. En s'adressant à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles, la Banque des Territoires a pour ambition de maximiser son impact notamment sur les volets de la transformation écologique et de la cohésion sociale et territoriale. Les 37 implantations locales de la Banque des Territoires assurent le déploiement de son action sur l'ensemble des territoires métropolitains et ultra-marins. banquedesterritoires.fr



bpi**france**

Bpifrance finance les entreprises — à chaque étape de leur développement — en crédit, en garantie et en fonds propres. Bpifrance les accompagne dans leurs projets d'innovation et à l'international. Bpifrance assure aussi leur activité export à travers une large gamme de produits. Conseil, université, mise en réseau et programme d'accélération à destination des start-up, des PME et des ETI font également partie de l'offre proposée aux entrepreneurs. Grâce à Bpifrance et ses 50 implantations régionales, les entrepreneurs bénéficient d'un interlocuteur proche, unique et efficace pour les accompagner à faire face à leurs défis. bpi.france.fr

FRANCE INDUSTRIE

France Industrie a vu le jour en 2018 avec la particularité d'avoir une organisation duale : fédérations industrielles et grandes entreprises industrielles. Plusieurs centaines d'experts répartis au sein de ses entreprises et fédérations adhérentes permettent à France Industrie de réfléchir et d'agir en permanence sur les grands enjeux de l'industrie : compétences, compétitivité, emploi, environnement, exportation, financement, fiscalité, innovation. France Industrie défend les intérêts des industriels à l'échelle française, mais aussi européenne. <https://www.franceindustrie.org/>

Société d'Encouragement pour l'industrie nationale FONDÉE EN 1801

La Société d'Encouragement a été le berceau de la naissance de l'industrie au début du XIXe siècle. Créée en 1801 à l'initiative d'acteurs de la société civile de l'époque, elle a contribué au développement de nombre d'industries, ce qui lui a valu d'être la première association reconnue d'utilité publique en 1824. 220 ans après, la Société d'Encouragement, association indépendante, continue d'accompagner les réflexions, les innovations et les entrepreneurs dans les transformations de l'industrie française. industrienationale.fr — renaissanceindustrielle.fr

Business France

Business France est l'entreprise publique de conseil au service de l'internationalisation de l'économie française. Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements étrangers en France. Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le Volontariat International en Entreprise (VIE). Business France dispose de plus de 1 400 collaborateurs situés en France et dans 53 pays. businessfrance.fr



MÉTHODOLOGIE

ET DÉFINITIONS

Les données utilisées dans ce baromètre sont les données les plus récentes disponibles, pour le pas de temps considéré et en fonction des sources utilisées, au moment de la rédaction au troisième et quatrième trimestre 2025. Pour les données annuelles pour lesquelles l'année 2024 n'est pas encore disponible, une estimation a été réalisée sur la base d'indicateurs connexes ou de proxys, assurant la fiabilité de cette dernière. Les données ont été collectées, traitées et/ou consolidées, puis analysées par Rexecode.

Dans ce document, la définition retenue pour l'industrie est celle de l'industrie manufacturière au sens de la nomenclature d'activités française (NAF rév.2, section C) utilisée par l'INSEE, qui regroupe les activités de transformation physique ou chimique de matériaux, substances ou composants en nouveaux produits. Cette définition de l'industrie n'inclut pas, sauf mention contraire, les industries extractives (section B), la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (section D), la production et distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution (section E), ni la construction (section F).

Glossaire des concepts clés



Valeur ajoutée : La valeur ajoutée d'une activité se calcule en retirant la valeur des consommations intermédiaires au chiffre d'affaires. Elle correspond à la richesse produite lors du processus de production, le supplément de valeur donné par l'entreprise par son activité aux biens et aux services utilisés en provenance de tiers. Pour un pays dans son ensemble, la somme des valeurs ajoutées est peu ou prou égale au produit intérieur brut (PIB).

Balance commerciale : La balance commerciale est le compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés, à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial.



© Pierre Cathala - lauréat Prix de la photographie industrielle "Un Autre Regard sur l'Industrie"

La reconstruction de notre industrie
est indispensable à notre prospérité



REMERCIEMENTS

Alexandre Saubot, Anaïs Voy-Gillis, Anaïs Rapillard, Angélique Palle, Anthony Morlet-Lavidalie, Aurore Colnel, Bertrand de Singly, Bruno Grandjean, Camille Etévé, Camille Simoes, Caroline Granier, Charles Lévêque, Christophe Genter, Denis Ferrand, Evelyne Sevin, Jean-Baptiste Gueusquin, Jean-Philippe Thierry, Lara Prunenec, Laura Sartre, Louise Cassagnes, Marie-Cécile Tardieu, Marie Segondat, Matéo Szmidt, Nicolas Dufourcq, Olivier Mousson, Olivier Sichel, Paul-François Fournier, Raphaël Didier, Raphaël Trotignon, Romain Billiard, Sabine Tertre, Stéphanie Deschamps, Tatiana Lluent, Thibault Guilly, Thomas Cazor, Titouan Guillaudeux.

Autrefois annoncée en déclin,
l'industrie française renaît,
se transforme et s'ancre
à nouveau dans les territoires.

La 3^e édition du Baromètre
de la Renaissance Industrielle retrace
les grandes dynamiques à l'œuvre :
réindustrialisation, modernisation
productive, transition énergétique,
souveraineté technologique.

Fruit d'un travail d'analyse approfondi,
il met en lumière les mutations,
les investissements et les inflexions
structurelles qui redessinent la carte
industrielle du pays.

Un outil de compréhension et de
prospective destiné à tous ceux qui
façonnent l'avenir industriel de la France.

Société
d'Encouragement
pour l'industrie
nationale FONDÉE EN 1801


MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Direction
générale
des Entreprises

Direction générale
des Entreprises

 **Business
France**

FRANCE
INDUSTRIE

 **BANQUE des**
TERRITOIRES
GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS

bpifrance